

*Le texte correspond aux discours prononcés*

## Raffael Wüthrich, Öffentlichkeitsarbeit



Mitglied des Kampagnen-Teams

B.A. Journalismus &  
Organisationskommunikation



### Qui doit créer notre argent ?

Bienvenue

1. On a souvent prétendu durant les débats que l'initiative Monnaie pleine était d'une extrême complexité. Qu'il fallait en discuter dans les séminaires doctoraux, mais ne pas poser une telle question à la population. En plus d'être antidémocratique et arrogante, une telle attitude est objectivement fausse.
2. Si l'argent fait le pouvoir, c'est a fortiori celui qui fait l'argent qui tient le pouvoir. L'argent gouverne le monde, mais qui gouverne l'argent ? Dans une démocratie, il appartient au souverain de déterminer qui gouverne et tient le pouvoir.
3. L'initiative Monnaie pleine pose une question centrale pour notre pays : qui a le droit de créer notre argent, c'est-à-dire nos francs suisses ? Qui doit se voir attribuer ce privilège et ce pouvoir, dont le corollaire est aussi la responsabilité sociale ? En fin de compte - pour dire les choses simplement - il s'agit de savoir qui devrait gouverner sur l'argent et donc sur notre pays ?
4. La question est également centrale parce que la création monétaire implique des opportunités de profit individuel et entrepreneurial d'une part, mais aussi des risques sociaux d'autre part. Qui donc devrait créer l'argent avec lequel notre société travaille finalement ? Les grandes banques comme UBS et Crédit Suisse, qui sont de plus en plus dominées par des actionnaires étrangers et qui, dans le but de maximiser leurs propres profits, décident elles-mêmes où vont les fonds qu'elles créent ? Ou bien la Banque nationale suisse dont la mission constitutionnelle et légale l'oblige à veiller au bien-être de notre pays ?
5. Les avis scientifiques d'experts sur les mécanismes de l'initiative Monnaie pleine ont certes leur importance, puisque c'est finalement sur la base d'informations que nous pouvons prendre une décision. Mais dans une démocratie, seul le souverain est légitimé à trancher une question aussi importante. Et non pas des professeurs d'université ou le président de la Banque nationale, d'autant plus que ce dernier est lui-même concerné par la décision.
6. L'initiative Monnaie pleine clarifie ces questions fondamentales : Qui doit être autorisé à créer des francs suisses ? Qui doit profiter de la création monétaire

Association "Modernisation Monétaire" (MoMo)

case postale 3160, 5430 Wettingen

Tel.: +41 (0)44 58 66 994, +41 (0)79 77 33 450

[info@monnaie-pleine.ch](mailto:info@monnaie-pleine.ch)

[www.initiative-monnaie-pleine.ch](http://www.initiative-monnaie-pleine.ch)

*Le texte correspond aux discours prononcés*

et des bénéfiques qui en découlent ? Qui doit exercer le pouvoir qu'ils confèrent ? Les citoyens n'ont pas besoin d'un séminaire doctoral pour répondre à ces questions. Le bon sens et la raison suffisent.

7. L'initiative Monnaie pleine pose une question classique de gouvernance et se trouve dans l'ère du temps. Quels services dans notre société et notre économie doivent être fournis par un organisme privé et lesquels par un service public ? Notre réponse est claire : la création monétaire par la Banque nationale suisse, mais l'octroi de crédits, les opérations de paiement et la gestion d'actifs restent une compétence des banques privées. Nous demandons donc une séparation des pouvoirs dans le système monétaire.
8. Il s'agit finalement d'un débat fondamental sur qui est à même de gérer au mieux le pouvoir et le privilège de la création monétaire pour garantir le bien-être général de notre pays. Les banques commerciales privées qui sont liées par leurs actionnaires dispersés dans le monde entier et par le principe du profit maximal ? Ou une institution comme la Banque nationale qui œuvre selon un mandat constitutionnel et légal pour notre pays et dont les profits reviennent à tous ? C'est pourquoi nous posons la question aux citoyens : Qui doit créer notre argent ?

*Le texte correspond aux discours prononcés*

## Dr. oec. HSG Reinhold Harringer



- Mit-Initiant Vollgeld-Initiative
- Mediensprecher & Mitglied des Kampagnen-Teams
- ehem. Leiter Finanzamt Stadt St.Gallen



### Que demande l'initiative Monnaie pleine ?

1. Modification de la Constitution fédérale.  
L'initiative Monnaie pleine propose une modification relativement insignifiante de la Constitution fédérale, à savoir une correction constituant un retour vers un système stable:
  - 1) La monnaie scripturale électronique doit aussi être inscrite dans la Constitution.
  - 2) Notre argent électronique ne doit être créé que par la Banque nationale.Ce changement n'est pas radical dans le principe, comme l'histoire le montre: en 1891 déjà, les citoyens suisses ont accepté de faire un pas semblable en créant la Banque nationale en tant que seule institution habilitée à mettre des billets de banque en circulation. Maintenant, au XXI<sup>e</sup> siècle, il s'agit de faire la même chose, mais avec la monnaie scripturale au lieu des billets. Nous voulons étendre le monopole des billets de la Banque nationale à l'argent électronique, qui est devenu prépondérant. Je vais expliquer pourquoi ce pas est à nos yeux indispensable.
2. Aujourd'hui, 90% de l'argent en circulation est créé par les banques commerciales privées. Elles le font en octroyant des crédits ou en achetant des immeubles, des entreprises, de l'or, des titres ou d'autres actifs avec de l'argent qu'elles créent elles-mêmes. Ce fait n'est plus contesté aujourd'hui et même confirmé par les banques centrales et par les scientifiques. Il n'est donc pas nécessaire de l'expliquer ici encore une fois en détail. Après sa mise en circulation, l'argent électronique fait son chemin dans l'économie pour arriver finalement sur nos comptes salaires. Katharina Serafimova parlera des problèmes engendrés par la création monétaire des banques.
3. Quelle est la particularité de la monnaie pleine ? Préalablement, il faut dire qu'elle n'a rien de fondamentalement nouveau. Les pièces et les billets sont déjà de la monnaie pleine. Les banques disposent d'actifs électroniques auprès de la Banque nationale, qui sont également de la monnaie pleine. Les banques n'utilisent entre elles que cette monnaie pleine pour leurs paiements interbancaires. Ce qui caractérise la monnaie pleine, c'est le fait qu'elle vient de la Banque nationale et qu'elle est assurée par celle-ci.

*Le texte correspond aux discours prononcés*

4. La mise en œuvre concrète de la monnaie pleine consiste en 4 éléments:
  - 1) Nos francs suisses électroniques seront aussi créés par la Banque nationale suisse.
  - 2) Les banques commerciales privées ne pourront plus créer elles-mêmes de l'argent, mais seulement s'en procurer auprès des uns pour le prêter aux autres. Elles pourront faire ce qu'elles ont toujours prétendu faire, c'est-à-dire de l'intermédiation entre les épargnants et les investisseurs, mais non plus créer elles-mêmes de l'argent.
  - 3) Les banques gèreront les comptes courants en monnaie pleine de façon fiduciaire uniquement, c'est-à-dire en dehors de leur bilan. Cela rendra par exemple nos comptes salaires pour la première fois entièrement sûrs. C'est là un avantage considérable de la monnaie pleine qui n'est pas non plus contesté par ses adversaires. Aujourd'hui, tous les salariés qui se font verser leur salaire sur un compte en banque prêtent leur argent à la banque, et encourent de ce fait un risque de faillite, qu'ils le veuillent ou non.
  - 4) L'argent nouvellement créé par la Banque nationale sera mis en circulation directement et sans dette par le biais de la Confédération, des cantons ou des citoyens. Cet argent arrivera très rapidement et directement dans l'économie réelle, et non pas dans l'économie financière. De plus, au cas où l'épargne et l'argent emprunté à d'autres banques seraient insuffisants, la Banque nationale pourra accorder des prêts aux banques pour qu'elles puissent assurer l'octroi de crédits nécessaires aux acteurs économiques.
5. Pour clarifier certains points: la Banque nationale pourra continuer à acheter des devises étrangères et à effectuer des opérations d'open market. Son bilan sera toujours constitué de valeurs. Elle pourra continuer à avoir recours à tous ses instruments antérieurs, comme par exemple celui du taux d'intérêt. Elle n'accordera directement aucun crédit ni à l'Etat ni à l'économie. Sa responsabilité du fait des risques sera minime. Savoir quels instruments seront utilisés et dans quelle ampleur est l'affaire de la Banque nationale, car l'initiative ne prescrit aucune règle relative à la politique monétaire. Les prêts remboursables accordés aux banques, les opérations d'open market et l'achat de devises étrangères permettront à la Banque nationale d'ajuster finement la masse monétaire à tout moment. Elle pourra l'augmenter ou la réduire selon les besoins, par exemple pour garantir la stabilité des prix ou du cours de change.
6. Conclusion : le passage à la monnaie pleine peut être planifié et contrôlé. Il est même plutôt modeste par rapport aux autres changements qui s'imposent aux secteurs bancaires et qui résultent des évolutions technologiques. Mais précisément au vu de ces changements, il est important que nous nous penchions sur le développement, notamment des crypto-monnaies, publiques ou privées, et que nous nous opposions à une expansion de la privatisation du franc suisse.

*Le texte correspond aux discours prononcés*

## Sergio Morandi



- Co-responsabile Ticino
- Membro Consiglio scientifico
- Economista, imprenditore e già banchiere



### Perte de souveraineté

1. La réponse initiale des citoyens suisses à la question de savoir qui peut créer l'argent est sans équivoque. Nos ancêtres et les fondateurs de la Suisse moderne ont voulu remettre la tâche de créer l'argent à la Banque nationale. Pour les raisons qui viennent d'être évoquées, ils considéraient qu'il s'agissait d'une des tâches classiques de l'État, car la création monétaire touchait à l'équilibre des pouvoirs. En 1891, lors d'une votation populaire initiée par le Conseil fédéral, le monopole de la Confédération sur les billets de banque a été approuvé. Auparavant, près de 40 banques étaient autorisées à imprimer leurs propres billets, ce qui a entraîné des crises de confiance entre les banques et, par la suite, des crises financières.
2. Malheureusement, au cours des dernières décennies, nous nous sommes de plus en plus éloignés de l'idée fondamentale selon laquelle la Banque nationale devrait produire notre argent. La Suisse a progressivement perdu sa souveraineté en matière de gestion de la masse monétaire et de politique monétaire. 90 % de l'argent en circulation est aujourd'hui de la monnaie électronique créée par les banques commerciales.
3. 50 pour cent de cet argent est généré par les deux acteurs mondiaux sous contrôle étranger - les grandes banques UBS et CS, dont 60 à 80 pour cent appartiennent à des investisseurs étrangers. C'est inacceptable !
4. La Suisse est donc loin de pouvoir mener une politique monétaire souveraine. Je n'ai pas besoin de vous expliquer les risques que cela implique dans un environnement mondialisé et à une époque de plus en plus dominée par les guerres commerciales.
5. Cela a des conséquences pour notre économie et notre paysage commercial, qui sont en grande partie façonnés par des PME. Si la politique monétaire est largement dominée par des intérêts étrangers, la BNS n'a que peu d'influence sur elle. Et c'est précisément là que se trouve le problème pour nos PME et de nombreux ménages privés : il y a plus d'argent que jamais auparavant. Mais nos PME ont un accès limité aux prêts nécessaires à l'investissement et à

*Le texte correspond aux discours prononcés*

l'innovation parce que les banques canalisent 80 % de l'argent qu'elles créent directement sur le marché financier et non dans l'économie réelle. Cela se voit également dans le fait que les prêts aux PME ont été réduits de 40 % au cours des dix dernières années.

6. La production d'argent par les banques privées conduit à une érosion de la souveraineté suisse et, en raison d'un endettement élevé, à une restriction de la capacité d'action politique et sociale. Elle conduit à soumettre tous les domaines de la vie au marché financier - nous sommes déjà une démocratie "conforme au marché financier". Nous n'avons donc ni une primauté de l'État, de la société et de la politique, ni de l'économie dans son ensemble, mais une primauté du marché financier, qui détermine notre vie quotidienne. Cela explique aussi pourquoi les grandes banques (menées par l'Association suisse des banquiers et economiesuisse) s'opposent à ce projet avec tant de véhémence, alors même que la production d'argent par les banques crée en fin de compte des risques systémiques énormes pour l'ensemble de l'économie et de la société. L'opération de sauvetage nécessaire menée par UBS en 2008 l'a clairement démontré. "Too big to fail" est la devise depuis lors ! Tout cela devrait nous donner matière à réflexion, car l'absence de souveraineté monétaire restreint massivement notre liberté d'action.

*Le texte correspond aux discours prononcés*

## Jean-Marc Heim



- Coordinateur pour la Romandie
- Membre de l'équipe de campagne



### La monnaie en tant que bien commun

1. La question des tâches de l'Etat a été, ces dernières années, de plus en plus au centre du débat politique. Cela comprend tant l'initiative "En faveur du service public" que les récentes discussions sur les pratiques commerciales de CarPostal Suisse ou encore le rôle que joue l'Agence Télégraphique Suisse dans notre système médiatique. Et bien évidemment la votation sur No-Billag, encore toute fraîche dans nos esprits.
2. A la question de savoir si notre argent doit être créé par les banques commerciales privées ou par la Banque nationale, les purs et durs du libre-échange répondent sans autre réflexion qu'il n'y a pas de raison de remettre à l'Etat ce qui peut être fait par des privés. Ceux qui s'opposent à l'initiative Monnaie pleine ne voient donc pas la création monétaire comme une fonction classique de l'Etat, et ceci pour la seule raison qu'elle peut se faire par des privés.
3. C'est une vision un peu courte. Elle occulte un point essentiel : comparées à la Banque nationale, les banques commerciales privées ont des perspectives limitées : elles ne sont tenues que par les intérêts de leurs actionnaires et non par l'intérêt général du pays. La création monétaire est aujourd'hui entre les mains d'institutions bancaires privées, qui en récoltent tous les bénéfices, alors que les risques doivent être supportés par l'Etat et donc la collectivité.
4. Ce système, célébré sans retenue au cours des dernières décennies, a des conséquences profondes sur notre société. Il est incontesté que la politique d'expansion de la masse monétaire poursuivie ces dernières années par les banques commerciales n'a fait qu'accentuer les écarts sociaux. Même le président du conseil d'administration de CS, Urs Rohner, a admis, dans une interview en marge du dernier Forum économique mondial, qu'il était préoccupé par la répartition de plus en plus inégale des richesses privées ; préoccupé par la cohésion sociale de notre pays ; préoccupé par la solidarité fédérale entre les divers groupes sociaux, autrefois très appréciée. Malheureusement, il n'a pas mentionné que ce développement était

*Le texte correspond aux discours prononcés*

principalement dû aux politiques commerciales de nos grandes banques, qui préfèrent produire de l'argent pour ceux qui en ont déjà plus qu'assez. Les PME et les citoyens ordinaires n'obtiennent généralement rien.

5. La création de l'argent est une tâche du service public classique et non une fonction privée. C'est précisément parce qu'elle a un impact sur tous les autres domaines politiques et sociaux, et donc aussi sur notre avenir à tous, que l'article 99 al. 1 de notre Constitution l'affirme déjà aujourd'hui : La monnaie relève de la compétence de la Confédération. Il n'y a là aucune mention des banques commerciales privées !
6. Le peuple suisse a clairement manifesté, par la votation sur No-Billag, le besoin de conserver la SSR en tant que service public. La monnaie est une infrastructure de notre pays encore plus importante et doit à plus forte raison revenir au secteur public. La suprématie de l'argent ne doit pas être laissée à des privés. Ceux qui ont dit Oui à la SSR, Oui au service de la santé publique, du trafic routier, de la police et de l'instruction publique, devraient en conséquence aussi dire Oui à l'initiative Monnaie pleine.



*Le texte correspond aux discours prononcés*

## Katharina Serafimova



- Mitglied Wissenschaftlicher Beirat
- Lehrbeauftragte Universität Zürich



### Pourquoi avons-nous besoin de la monnaie pleine ?

1. En tant que scientifique et entrepreneur social, je me suis toujours demandé: pourquoi existe-t-il un tel fossé entre les flux monétaires de la finance et les solutions dont nous avons un besoin urgent pour un monde durable et viable ? Pourquoi détruisons-nous nos moyens de subsistance avec nos activités économiques ?
2. A bien les considérer, ces questions nous font très vite prendre conscience que nous vivons dans un système qui nous nuit (à la société, à la nature et à l'économie). Et c'est là l'essence de l'argent d'aujourd'hui. L'argent-dette exige le renouvellement continu des crédits et de la croissance pour pouvoir payer les intérêts et simplement rien que pour maintenir la masse monétaire stable. Par conséquent, le système monétaire d'aujourd'hui nous met dans une situation de stress permanente. A cet égard, John Maynard Keynes nous rappelle le jeu de la chaise tournante, dans lequel il y a toujours une chaise qui manque lorsque la musique s'arrête. Sauf que nous ne courons pas après des chaises, mais après des ressources. Nous courons pour pouvoir rester dans le jeu. Et en fin de compte nous courons pour notre existence. Cela nous sépare les uns des autres et nous met en concurrence.
3. Le point central est de reconnaître que notre argent est fait de dettes – c'est-à-dire que plus il y a d'argent dans le système, plus il faut être endetté. Il en résulte des problèmes à moyen et long terme et des crises bancaires et financières répétées. C'est pourquoi nous avons besoin d'un autre système monétaire qui ne génère pas une dette déjà dans l'acte-même de créer l'argent.
4. La réponse apportée jusqu'à présent à l'instabilité du système, qui a déclenché plus de 400 crises financières systémiques dans le monde au cours des 40 dernières années, a été de réglementer toujours plus. Cela a conduit à une bureaucratie en constante augmentation, qui n'a pas encore réussi à réduire l'instabilité.

*Le texte correspond aux discours prononcés*

5. A mon avis, les mesures mises en œuvre jusqu'à présent s'attaquent aux symptômes plutôt qu'aux causes. Et celles-ci ont leurs racines, entre autres, dans le système monétaire basé sur la dette, par lequel nous laissons la création monétaire aux banques privées, qui ont montré à maintes reprises dans le passé qu'elles n'ont pas vocation à utiliser la création monétaire dans l'intérêt public.
6. Aujourd'hui, nous nous trouvons dans une situation mondiale où un marché financier surdimensionné est très éloigné des besoins des gens et d'une économie réelle respectueuse des ressources. Il y a un consensus international croissant parmi les experts sur le fait que ces problèmes ne trouveront pas de solution sans une réforme du système monétaire. Ici aussi, en Suisse, la croissance de la masse monétaire a été nettement supérieure à la croissance de l'économie réelle et a conduit à une expansion du secteur financier. Chez nous, le franc a également perdu la moitié de sa valeur depuis les années 1970. Dans notre pays, la hausse du niveau d'endettement contribue également à une concentration croissante des richesses. Chez nous aussi, la politique monétaire de la BNS et la création monétaire des banques ont entraîné une inflation sur les marchés immobiliers et financiers, ce qui a provoqué une hausse des prix de l'immobilier et des loyers.
7. La Banque nationale n'est pas non plus à l'aise avec l'augmentation de la dette hypothécaire, ce qui explique ses interventions sur le marché des hypothèques.
8. Nous avons depuis longtemps confié la responsabilité de l'organisation du système monétaire, et donc de notre coexistence, à des institutions privées. L'initiative Monnaie pleine est une première étape importante pour atténuer les excès du système monétaire d'aujourd'hui, qui se renforcent d'eux-mêmes. Le 10 juin, nous avons la possibilité d'assumer à nouveau la responsabilité du système monétaire. Pour que le système monétaire et financier devienne ce qu'il est censé être : un bien public, au service des citoyens et au service de l'économie réelle.